

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 1851

[2010/203096]

**6 MAI 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon portant délégation de compétences et de signatures à l'administrateur général ou l'administratrice générale et aux fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles international**

Le Gouvernement,

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mai 2009;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 14 mai 2009;

Considérant que l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles précise en son article 3, § 6, que le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon fixent de commun accord, et chacun pour ce qui le concerne, par arrêté, les règles relatives aux délégations de compétences et de signatures à l'administrateur général ou l'administratrice générale et aux fonctionnaires généraux;

Considérant que la politique administrative s'appuie sur la primauté politique et vise un fonctionnement de l'administration efficace, dynamique et orienté vers le client;

Considérant que les tâches d'aide à la décision politique et de soutien du processus décisionnel sont confiées à Wallonie-Bruxelles international en ce qui concerne les relations internationales pour la Wallonie et la Communauté française;

Considérant que Wallonie-Bruxelles international relève, selon le cas, de l'autorité du membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les relations internationales dans ses attributions ou de l'autorité du membre du Gouvernement wallon qui a les relations internationales dans ses attributions;

Considérant qu'une exécution des missions efficace, dynamique et orientée vers le client nécessite une délégation de compétences de décision sur le plan opérationnel à l'administrateur général ou l'administratrice générale et aux fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles international;

Considérant que la primauté politique implique que la détermination de la politique incombe aux responsables politiques, et que, dès lors, des décisions de ce type ne peuvent être déléguées à l'administration;

Considérant qu'il importe que les décisions déléguées soient toujours prises dans les limites et en respectant les conditions et modalités telles que fixées notamment dans la réglementation en la matière, décrétée par le niveau déterminant la politique;

Considérant que la délégation de compétences de décision doit être assortie d'un contrôle interne adéquat de la justification de l'usage de la délégation par l'administrateur général ou l'administratrice générale et les fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles international;

Considérant que la délégation de compétences de décision concrétise le principe de la responsabilisation de l'administration assorti de l'obligation de rendre compte, visant à continuer l'optimisation de son fonctionnement;

Considérant que cette délégation de compétences de décision permet aux Ministres de se concentrer sur les décisions déterminant la politique et sur le pilotage et de suivi, dans les grandes lignes, de l'exécution de la politique;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "le décret" : le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008, et le décret du 8 mai 2008 portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;

2° "WBI" : Wallonie-Bruxelles international;

3° "Ministre" : le membre du Gouvernement wallon qui a les relations internationales dans ses attributions;

4° "administrateur général" : l'administrateur général ou l'administratrice générale de WBI;

5° dépense de communication : toute dépense relative aux publications écrites, audiovisuelles et électroniques, aux actions d'information et de sensibilisation du public ainsi qu'aux frais accessoires y afférents;

6° dépense de représentation : toute dépense concernant les frais de restaurant, de réception et/ou de cadeaux d'affaires que les besoins du service nécessitent d'exposer dans le cadre des relations avec des représentants d'organismes extérieurs à WBI.

**Art. 2.** Lorsque la compétence de décision pour certaines matières est déléguée explicitement par le présent arrêté, la délégation s'entend :

1° aux décisions qui doivent être prises dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre des matières visées;

2° aux décisions d'intérêt secondaire ou de nature complémentaire, indispensables à l'exercice de la compétence ou en faisant partie intégrante;

3° à la conclusion de conventions.

**Art. 3.** En vue d'une organisation interne efficace et performante, l'administrateur général peut subdéléguer une partie des matières déléguées à des membres du personnel de WBI qui relèvent de son autorité hiérarchique, jusqu'au niveau le plus fonctionnel.

En ce qui concerne la possibilité de subdélégation de matières déléguées, des restrictions peuvent être fixées par le Ministre.

Les subdélégations sont fixées dans une décision de l'administrateur général, après accord du Ministre.

L'administrateur général organise un système de contrôle interne de manière à assurer l'usage efficace et fonctionnel et éviter tout abus.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'administrateur général adjoint.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général adjoint, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées au § 1<sup>er</sup>, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général ayant la plus grande ancienneté de grade.

§ 3. En cas d'absence ou d'empêchement de l'inspecteur général ayant la plus grande ancienneté de grade, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées au § 1<sup>er</sup>, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, aux autres inspecteurs généraux.

**Art. 5.** Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise. Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

**Art. 6.** L'administrateur général soumet à l'accord préalable du Ministre :

a) la composition des délégations de la Communauté française et de la Wallonie pour les commissions mixtes et pour les réunions des instances internationales;

b) les propositions de programmes à négocier au sein des commissions mixtes et des instances internationales, ainsi qu'une évaluation de leur incidence budgétaire.

**Art. 7.** L'administrateur général répond devant le Ministre de l'usage des délégations conférées. Cette responsabilité concerne également les matières ayant fait l'objet d'une subdélégation, par l'administrateur général, de la compétence de décision à d'autres membres du personnel.

Il est rendu compte périodiquement de l'usage des délégations au moyen d'un rapport soumis au Ministre par l'administrateur général.

Le rapport contient les informations requises sur les décisions prises pendant la période considérée, en application des délégations conférées.

Les informations fournies dans le rapport sont exactes, suffisantes et pertinentes. L'information est bien structurée et présentée de manière accessible.

Les informations sont présentées à un niveau agrégé pour toutes les matières.

En outre, des informations sont reprises au niveau de thèmes et de dossiers séparés et individuels, en ce qui concerne les matières pour lesquelles cela s'avère pertinent et indiqué.

Le Ministre fixe, en concertation avec l'administrateur général, la périodicité de la présentation du rapport.

Le Ministre peut, en concertation avec l'administrateur général, donner des instructions précises sur les informations concrètes que le rapport doit fournir par matière déléguée et fixer un schéma obligatoire pour le rapportage.

**Art. 8.** Le Ministre peut, en dehors du rapportage périodique obligatoire, demander à tout moment à l'administrateur général de répondre à l'usage de la délégation pour une matière déterminée.

Le Ministre a le droit d'annuler temporairement, en tout ou partie les délégations conférées.

Le cas échéant, le Ministre prend les décisions relatives aux matières pour lesquelles la délégation a été annulée temporairement.

#### CHAPITRE II. — *Délégations en matière d'exécution du budget*

**Art. 9.** Délégation est accordée à l'administrateur général, jusqu'à concurrence d'un montant de 35.000 euros, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités de WBI, toute dépense autre que celle relative aux marchés publics.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

- délégation est accordée à l'administrateur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense et relative aux frais de représentation pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 12.500 euros;

- délégation est accordée à l'administrateur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 5.000 euros relatives à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunion;

- délégation est accordée à l'administrateur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 5.000 euros relatives à la documentation générale;

- délégation est accordée à l'administrateur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 12.500 euros relatives à la communication.

**Art. 10.** L'administrateur général engage, approuve et ordonnance les cotisations aux organismes internationaux prévues au budget de WBI, à l'exclusion des contributions volontaires.

**Art. 11.** L'administrateur général est habilité à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou son délégué à charge des crédits prévus au budget de WBI.

**Art. 12.** L'administrateur général est habilité à engager et ordonnancer, au profit de WBI, toute recette dans les matières relevant des compétences de l'organisme.

## CHAPITRE III. — Délégations en matière de marchés publics

Section 1<sup>re</sup>. — Définitions

**Art. 13.** Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° la loi : la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

2° l'arrêté royal du 8 janvier 1996 : l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

3° l'arrêté royal du 10 janvier 1996 : l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux;

4° l'arrêté royal du 26 septembre 1996 : l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

*Section 2.* — Dispositions relatives au choix du mode de passation, à l'approbation des documents de marché, à la sélection qualitative et à la passation du marché ou à l'octroi d'une concession de travaux publics

**Art. 14.** Délégation est accordée à l'administrateur général pour choisir le mode de passation du marché, pour approuver les documents de marché et engager la procédure jusqu'à concurrence des montants H.T.V.A. suivants :

	Adjudication publique, appel d'offres général, adjudication restreinte et appel d'offres restreint	Procédure négociée avec publicité préalable	Procédure négociée sans publicité
TRAVAUX	€ 930.000	€ 500.000	€ 186.000
FOURNITURES	€ 500.000	€ 310.000	€ 125.000
SERVICES	€ 250.000	€ 125.000	€ 62.000

L'administrateur général a délégation pour :

1° procéder au choix du mode de passation du marché, approuver l'avis de marché, le cahier spécial des charges ainsi que les plans annexés ou les documents en tenant lieu et engager la procédure;

2° sélectionner les candidats à un marché;

3° engager préalablement à tout engagement juridique, approuver et ordonnancer la dépense à charge du budget de WBI;

4° attribuer le marché ou la partie de marché en cas de marché conjoint;

5° octroyer une concession de travaux publics;

6° approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu lorsqu'il :

a) déroge, dans les limites de l'article 3 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996, aux dispositions du cahier général des charges visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> alinéa, devant faire l'objet d'une motivation formelle dans le cahier spécial des charges;

b) prévoit l'octroi d'avances par application de l'article 5 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996;

c) déroge au principe du forfait, en traitant à prix provisoires ou à remboursement, par application de l'article 87 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ou de l'article 75 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996;

d) déroge à un cahier des charges-type.

L'administrateur général est autorisé à imposer la vérification des prix, lorsque celle-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 88 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ou par l'article 76 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.

*Section 3.* — Dispositions relatives à l'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics

**Art. 15.** L'administrateur général a également délégation pour prendre les décisions ayant trait à la simple exécution du marché, y compris les décomptes.

Sont considérées comme décisions relatives à la simple exécution d'un marché celles qui restent dans les limites de l'objet du marché.

**Art. 16.** Délégation est donnée à l'administrateur général pour accorder des prolongations de délais, résultant du fait de WBI ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier, malgré qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires.

Cette délégation ne peut s'exercer que si elle ne donne pas lieu à l'octroi d'une indemnité conventionnelle.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Délégation est accordée à l'administrateur général pour déroger, par décision motivée, aux clauses et conditions essentielles du marché en application de l'article 8 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996. Ladite délégation est limitée aux marchés dont le montant ne dépasse 18.600 euros pour les marchés par procédure négociée sans publicité.

§ 2. Délégation est accordée à l'administrateur général pour :

1° accorder ou refuser une remise d'amendes à concurrence de 10 % des montants y indiqués;

2° appliquer les mesures d'office aux contractants à concurrence de 10 % des montants y indiqués.

CHAPITRE IV. — *Délégations en matière de personnel*

**Art. 18.** Délégation est accordée à l'administrateur général pour :

1. prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstance;
2. accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences organisés en Belgique ou à l'étranger, à l'exception des instances des organisations internationales, pour autant que la dépense totale n'excède pas 5.000 euros;
3. octroyer des congés exceptionnels pour cas de force majeure tels que définis à l'article 312 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international;
4. prendre, dans le respect des dispositions légales et réglementaires, les décisions relatives à :
  - a) l'octroi des congés parentaux, de congés de paternité et de congé d'accueil en vue de l'adoption ou d'une tutelle officieuse;
  - b) l'octroi de congés pour suivre les cours de l'école de protection civile, remplir les prestations en temps de paix;
  - c) la matière des accidents de travail et des maladies professionnelles;
  - d) l'admission au stage et la nomination à titre définitif des agents des niveaux 2+, 2, 3;
  - e) l'affectation des agents de la carrière interne, à l'exception de leur éventuelle affectation auprès d'une délégation à l'étranger;
  - f) l'affectation, au sein des services de WBI des agents de la carrière extérieure, lorsqu'ils sont de retour au siège central;
  - g) l'octroi de congé pour interruption de la carrière professionnelle;
  - h) la matière des congés pour des motifs impérieux d'ordre familial, pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, pour accomplir des prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, mise à la disposition du Roi, mission, mission syndicale, absence de longue durée justifiée par des raisons familiales, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle;
  - i) l'octroi des congés politiques;
  - j) la délivrance et le retrait des certificats d'identification aux agents définitifs, stagiaires, temporaires ou contractuels;
  - k) la suspension d'un agent dans l'intérêt du service;
  - l) la désignation à l'exercice de fonctions supérieures des agents de niveau 2+, 2 et 3;
5. prononcer la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité, ainsi que la mise en disponibilité pour convenance personnelle;
6. signer, en exécution des décisions du Gouvernement ou du Ministre délégué à cette fin, les contrats de travail;
 

Cependant, l'administrateur général peut pourvoir au remplacement du personnel momentanément absent, conformément à la procédure fixée à l'article 4, § 4, alinéa 3, et suivants de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International, par des contrats de remplacement;
7. prendre, en application de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, les décisions en matière de licenciement pour motif grave;
8. prendre, en application du statut pécuniaire du personnel de WBI, les décisions relatives à la fixation et au paiement du traitement des membres du personnel;
9. recevoir les prestations de serment des agents des niveaux 2+, 2, 3;
10. prendre les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'incapacité physique prises par le Service de Santé administratif;
11. statuer sur la demande de cumul d'activités professionnelles des agents de niveau 2+, 2, 3 de WBI;
12. accorder, soit à leur demande, soit parce qu'ils ont atteint l'âge de la pension, démission de leurs fonctions aux agents et fixer le droit à la pension à charge du Trésor.

**Art. 19.** Dans le cadre des obligations visées à l'article 7, l'administrateur général informe le Ministre des Relations extérieures des mesures prises en application de l'article 18, point 4, e) et j), et point 7, du présent arrêté.

L'administrateur général informe une fois tous les six mois le Ministre des Relations extérieures en lui communiquant une liste actualisée de tous les agents dans leurs fonctions et grades réels.

CHAPITRE V. — *Missions de service à l'étranger*

**Art. 20.** Sans préjudice des dispositions contenues dans l'arrêté du Gouvernement portant organisation des missions de service à l'étranger, délégation est accordée à l'administrateur général pour engager, approuver et ordonner, jusqu'à € 5.000 :

- 1° les dépenses relatives aux missions à l'étranger, y compris les instances de toutes organisations internationales, des membres du personnel de WBI. L'administrateur général organise ces missions. Il en informe préalablement le Ministre selon les modalités fixées avec ce dernier. Les experts mandatés expressément par la Wallonie et la Communauté française sont assimilés, pour l'application du présent article, à des membres du personnel de WBI;
- 2° les dépenses relatives aux missions à l'étranger, y compris les instances de toutes organisations internationales, des membres des services du Gouvernement wallon.

L'administrateur général organise ces missions. Il en informe préalablement le Ministre et le Ministre fonctionnellement compétent selon les modalités fixées avec ces derniers. Les experts mandatés expressément par un service du Gouvernement wallon autre que WBI sont assimilés, pour l'application du présent alinéa, à des membres du personnel dudit service.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 21.** Le Ministre en charge des relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Les délégations de compétences données par ou en vertu du présent arrêté s'exercent sans préjudice du contrôle par le Ministre des Relations extérieures et sans préjudice de l'exercice par le Ministre des Relations extérieures des compétences déléguées.

**Art. 22.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2010.

Namur, le 6 mai 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 1851

[2010/203096]

**6. MAI 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Übertragung von Befugnissen und zur Übertragung der Zeichnungsbefugnis auf den Generalverwalter oder die Generalverwalterin sowie auf die Generalbeamten von "Wallonie-Bruxelles international"**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung zu dem am 20. März 2008 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für internationale Beziehungen "Wallonie-Bruxelles";

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung, was die Angelegenheiten betrifft, die durch die Französische Gemeinschaft übertragen wurden, zu dem am 20. März 2008 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von "Wallonie-Bruxelles international";

Aufgrund des am 17. Dezember 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. Mai 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 14. Mai 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

In der Erwägung, dass das Zusammenarbeitsabkommen vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles in Artikel 3, § 6, bestimmt, dass die Regierung der Französischen Gemeinschaft und die Wallonische Regierung im gegenseitigem Einvernehmen und in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich per Erlass die Regeln in Bezug auf die Übertragung von Befugnissen und die Übertragung der Zeichnungsbefugnis auf den Generalverwalter oder die Generalverwalterin und auf die Generalbeamten festlegen;

In der Erwägung, dass die administrative Politik sich auf die politische Vorrangstellung stützt und auf eine wirkungsvolle, dynamische und kundenorientierte Arbeitsweise der Verwaltung abzielt;

In der Erwägung, dass die Aufgaben zur Hilfe der politischen Beschlussfassung und zur Unterstützung des Entscheidungsverfahrens was die internationalen Beziehungen für die Wallonie und für die Französische Gemeinschaft betrifft, "Wallonie-Bruxelles international" anvertraut werden;

In der Erwägung, dass "Wallonie-Bruxelles international" je nach Fall in dem Zuständigkeitsbereich des Mitglieds der Regierung der Französischen Gemeinschaft, das für die internationalen Beziehungen zuständig ist, oder im Zuständigkeitsbereich des Mitglieds der Wallonischen Regierung, das für die internationalen Beziehungen zuständig ist, fällt;

In der Erwägung, dass die wirkungsvolle, dynamische und kundenorientierte Durchführung der Aufgaben eine Übertragung von Beschlussbefugnissen auf operativer Ebene auf den Generalverwalter oder die Generalverwalterin und auf die Generalbeamten von Wallonie-Bruxelles international erfordert;

In der Erwägung, dass die politische Vorrangstellung voraussetzt, dass die Festlegung der Politik den politischen Verantwortlichen obliegt und dass infolgedessen die Beschlüsse dieser Art nicht auf die Verwaltung übertragen werden können;

In der Erwägung, dass es wichtig ist, dass die übertragenen Beschlüsse stets im Rahmen und unter Beachtung der Bedingungen und Modalitäten gefasst werden müssen, wie sie insbesondere in der einschlägigen Regelung, die durch die politisch bestimmende Ebene angeordnet wird, festgelegt sind;

In der Erwägung, dass die Übertragung der Beschlussbefugnis mit einer internen Kontrolle verbunden werden muss, die geeignet ist, die Anwendung der Befugnis durch den Generalverwalter oder die Generalverwalterin und die Generalbeamten von "Wallonie-Bruxelles international" nachzuweisen;

In der Erwägung, dass die Beschlussbefugnis das Prinzip des Verantwortungsbewusstseins der Verwaltung konkretisiert, das mit der Verpflichtung verbunden ist, Rechenschaft abzulegen, mit dem Ziel, die Optimierung ihrer Arbeitsweise fortzusetzen;

In der Erwägung, dass diese Beschlussbefugnis den Ministern die Möglichkeit gibt, sich auf die Beschlüsse zur Festlegung der Politik und auf die Führung und die Weiterbehandlung der Durchführung der Politik zu konzentrieren;  
Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten;  
Nach Beratung,  
Beschließt:

#### KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "das Dekret": das Dekret vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung zu dem am 20. März 2008 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für internationale Beziehungen "Wallonie-Bruxelles" und das Dekret vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung, was die Angelegenheiten betrifft, die durch die Französische Gemeinschaft übertragen wurden, zu dem am 20. März 2008 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles;

2° "WBI": Wallonie-Bruxelles international;

3° "Minister": das Mitglied der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören;

4° "Generalverwalter": der Generalverwalter oder die Generalverwalterin von WBI;

5° Ausgabe für Kommunikation: jede Ausgabe für schriftliche, audiovisuelle und elektronische Veröffentlichungen, für Maßnahmen zur Information und zur Sensibilisierung der Öffentlichkeit sowie für die damit verbundenen Nebenkosten;

6° Ausgabe in Bezug auf Vertretungskosten: jede Ausgabe für Restaurants, Empfänge und/oder Geschenke für Geschäftsbeziehungen, die im Rahmen der Beziehungen mit Vertretern der in Verbindung mit dem WBI stehenden Einrichtungen im Interesse des Dienstes getätigt werden.

**Art. 2** - Wenn die Beschlussbefugnis für gewisse Angelegenheiten ausdrücklich durch den vorliegenden Erlass übertragen wird, gilt die Befugnis für:

1° die Beschlüsse, die im Rahmen der Vorbereitung und der Durchführung der erwähnten Angelegenheiten gefasst werden müssen;

2° die Beschlüsse von zweitrangigem Interesse oder die ergänzenden Beschlüsse, die für die Ausübung der Befugnis unerlässlich sind oder die ein uneingeschränkter Bestandteil dieser Befugnis sind;

3° den Abschluss von Vereinbarungen.

**Art. 3** - Im Sinne einer internen wirkungsvollen und leistungsfähigen Organisation kann der Generalverwalter den Personalmitgliedern von WBI, die von seiner hierarchischen Behörde bis zu der funktionellsten Ebene abhängen, einen Teil der übertragenen Angelegenheiten abtreten.

Was die Möglichkeit einer Abtretung von übertragenen Befugnissen betrifft, können Einschränkungen vom Minister festgelegt werden.

Die Abtretungen werden in einem Beschluss des Generalverwalters nach Zustimmung des Ministers festgelegt.

Der Generalverwalter organisiert ein System zur internen Kontrolle, um die wirkungsvolle und funktionelle Verwaltung zu gewährleisten und jeglichen Missbrauch zu vermeiden.

**Art. 4** - § 1. Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generalverwalters ergehen die Befugnisse, mit denen er versehen ist, in Ermangelung anders lautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den beigeordneten Generalverwalter.

§ 2. Bei Abwesenheit oder Verhinderung des beigeordneten Generalverwalters ergehen die Befugnisse, mit denen er versehen ist, sowie die im § 1 bestimmten Befugnisse in Ermangelung anders lautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den Generalinspektor mit dem höchsten Alter im Dienstgrad.

§ 3. Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generalinspektors mit dem höchsten Alter im Dienstgrad ergehen die Befugnisse, mit denen er versehen ist, sowie die im § 1 bestimmten Befugnisse in Ermangelung anders lautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an die anderen Generalinspektoren.

**Art. 5** - Die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beträge decken die Gesamtheit der Ausgabe und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer. Wenn es um den Abschluss eines Abonnements oder um das Abonnieren einer Zeitschrift oder einer Datenbank geht oder wenn es um eine Miete geht, deckt die Ausgabe die Jahreskosten des Abonnements bzw. der Miete ohne Mehrwertsteuer.

**Art. 6** - Der Generalverwalter legt dem Minister Folgendes zur vorherigen Genehmigung vor:

a) die Zusammensetzung der Vertretungen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonie für die gemischten Ausschüsse und für die Versammlungen der internationalen Instanzen;

b) die Vorschläge von Programmen, die innerhalb der gemischten Ausschüsse und der internationalen Instanzen zu verhandeln sind, sowie eine Bewertung ihrer Auswirkung auf den Haushalt.

**Art. 7** - Der Generalverwalter legt dem Minister zu der Verwendung der übertragenen Befugnisse Rechenschaft ab. Diese Verantwortung betrifft ebenfalls die Angelegenheiten, die Gegenstand einer Abtretung der Beschlussbefugnis durch den Generalverwalter an andere Personalmitglieder waren.

Es wird regelmäßig Rechenschaft über die Verwendung der Befugnisse auf der Grundlage eines Berichts, der dem Minister durch den Generalverwalter vorgelegt wird, abgelegt.

Der Bericht enthält die erforderlichen Auskünfte über die in Anwendung der übertragenen Befugnisse im Laufe des berücksichtigten Zeitraums gefassten Beschlüsse.

Die im Bericht erteilten Auskünfte sind genau, genügend und zweckdienlich. Die Information ist gut strukturiert und verständlich dargestellt.

Die Auskünfte werden für die gesamten Angelegenheiten auf einer globalen Ebene dargestellt.

Auskünfte werden außerdem auf Ebene von getrennten und individuellen Themen und Akten erläutert, was die Angelegenheiten betrifft, für die es zweckdienlich und ratsam ist.

Der Minister bestimmt in Absprache mit dem Generalverwalter, wie oft ein Bericht vorzulegen ist.

Der Minister kann in Absprache mit dem Generalverwalter genaue Anweisungen über die konkreten Auskünfte, die der Bericht für jede der übertragenen Angelegenheiten umfassen muss, erteilen und ein zwingendes Schema für die Berichterstattung festlegen.

**Art. 8** - Außerhalb der zwingenden periodischen Berichterstattung kann der Minister den Generalverwalter jederzeit darum bitten, sich im Rahmen der Verwendung der Befugnis für eine bestimmte Angelegenheit zu verantworten.

Der Minister hat das Recht, zeitweilig die übertragenen Befugnisse ganz oder teilweise aufzuheben.

Der Minister fasst ggf. die Beschlüsse in den Angelegenheiten, für die die Befugnis zeitweilig aufgehoben wurde.

#### KAPITEL II. — *Vollmachten in Sachen Ausführung des Haushaltsplanes*

**Art. 9** - Dem Generalverwalter wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten von WBI jegliche Ausgabe, mit Ausnahme derjenigen, die die öffentlichen Aufträge betrifft, bis zu einem Betrag von 35.000 Euro einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen.

In Abweichung von Absatz 1 wird:

- dem Generalverwalter die Vollmacht erteilt, jegliche Ausgabe in Bezug auf Vertretungskosten einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, soweit der Betrag der Ausgabe 12.500 Euro nicht überschreitet;

- dem Generalverwalter die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu einem Betrag von 5.000 Euro für die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien sowie für Versammlungskosten einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen;

- dem Generalverwalter die Vollmacht erteilt, die Ausgaben in Bezug auf die allgemeine Dokumentation bis zu einem Betrag von 5.000 Euro festzulegen, zu genehmigen und anzuordnen;

- dem Generalverwalter die Vollmacht erteilt, die Ausgaben für Kommunikationsarbeit bis zu einem Betrag von 12.500 Euro festzulegen, zu genehmigen und anzuordnen.

**Art. 10** - Die Beitragszahlungen zugunsten von internationalen Einrichtungen, die im Haushaltsplan von WBI vorgesehen sind, mit Ausnahme der freiwilligen Beiträge werden vom Generalverwalter festgelegt, genehmigt und angeordnet.

**Art. 11** - Der Generalverwalter ist befugt, die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte oder sein Beauftragter eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der im Haushaltsplan von WBI vorgesehenen Mittel eingegangen ist, zu genehmigen und anzuweisen.

**Art. 12** - Der Generalverwalter ist befugt, in den Angelegenheiten, die im Zuständigkeitsbereich der Einrichtung fallen, jede Einnahme zugunsten von WBI festzulegen und anzuweisen.

#### KAPITEL III — *Vollmachten in Bezug auf die öffentlichen Aufträge*

##### Abschnitt 1 — Definitionen

**Art. 13** - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Das Gesetz: das Gesetz vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;

2° der Königliche Erlass vom 8. Januar 1996: der Königliche Erlass vom 8. Januar 1996 über öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge und öffentliche Baukonzessionen;

3° der Königliche Erlass vom 10. Januar 1996: der Königliche Erlass vom 10. Januar 1996 über öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge im Bereich der Wasser-, Energie- und Verkehrsversorgung sowie im Telekommunikationssektor;

4° der Königliche Erlass vom 26. September 1996: der Königliche Erlass vom 26. September 1996 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge und öffentlicher Baukonzessionen.

**Abschnitt 2** — Bestimmungen über die Wahl des Vergabeverfahrens, die Genehmigung der Auftragsunterlagen, die qualitative Auswahl und die Vergabe der öffentlichen Aufträge oder die Gewährung einer öffentlichen Baukonzession

**Art. 14** - Dem Generalverwalter wird die Vollmacht erteilt, bis in Höhe nachstehender Beträge (ohne MwSt.) das Vergabeverfahren zu wählen, die Auftragsunterlagen zu genehmigen und das Verfahren einzuleiten:

	Öffentliche Ausschreibung oder allgemeiner Angebotsaufruf, Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf	Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung
ARBEITEN	€ 930.000	€ 500.000	€ 186.000
LIEFERUNGEN	€ 500.000	€ 310.000	€ 125.000
DIENSTLEISTUNGEN	€ 250.000	€ 125.000	€ 62.000

Der Generalverwalter hat die Vollmacht, um:

1° die Wahl des Verfahrens für die Vergabe des Auftrags vorzunehmen, die Auftragsbekanntmachung, das Sonderlastenheft sowie die beigefügten Pläne oder die diese ersetzenden Unterlagen zu genehmigen und das Verfahren einzuleiten;

2° die Bewerber um einen Auftrag auszuwählen;

3° vor jeder juristischen Verpflichtung die Ausgabe zu Lasten des Haushaltsplanes von WBI festzulegen, zu genehmigen und anzuordnen;

4° den Auftrag oder im Falle eines gemeinsamen Auftrags den Teil des Auftrags zu vergeben;

5° eine öffentliche Baukonzession zu gewähren;

6° das Sonderlastenheft oder die dieses Heft ersetzenden Unterlagen zu genehmigen, wenn es:

a) in den Grenzen von Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 2. September 1996 von den in Artikel 3, § 1, 2. Absatz erwähnten Bestimmungen des allgemeinen Lastenheftes abweicht, wobei dies im Sonderlastenheft formell begründet werden muss;

b) in Anwendung von Artikel 5 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1996 die Gewährung von Vorschüssen vorsieht;

c) vom Pauschalprinzip abweicht und in Anwendung von Artikel 87 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 oder von Artikel 75 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996 nach vorläufig bestimmten Preisen oder nach der Rückerstattung vorgegangen wird;

d) von einem Musterlastenheft abweicht.

Der Generalverwalter wird erlaubt, die Preisüberprüfung aufzuerlegen, wenn diese in den durch Artikel 88 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 oder durch Artikel 76 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996 festgelegten Bedingungen nicht Pflicht ist.

*Abschnitt 3 — Gemeinsame Bestimmungen in Bezug auf die Durchführung der öffentlichen Aufträge und der öffentlichen Baukonzessionen*

**Art. 15** - Der Generalverwalter hat ebenfalls die Vollmacht, die Beschlüsse in Bezug auf die einfache Durchführung dieses Auftrags, einschließlich der Verrechnungen, zu fassen.

Die Beschlüsse, die in den Grenzen des Auftragsgegenstands bleiben, werden als Beschlüsse in Bezug auf die einfache Durchführung eines Auftrags betrachtet.

**Art. 16** - Dem Generalverwalter wird die Vollmacht erteilt, Fristverlängerungen zu gewähren, die entweder auf WBI zurückzuführen sind, oder auf Umstände, die der Vertragspartner nicht verhindern konnte und deren Auswirkungen er nicht zuvorkommen konnte, obwohl er alle erforderlichen Maßnahmen getroffen hat.

Diese Vollmacht darf nur ausgeübt werden, sofern sie nicht zu der Gewährung einer vertraglichen Vergütung führt.

**Art. 17** - § 1. Dem Generalverwalter wird die Vollmacht erteilt, in Anwendung von Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 26. September 1996 durch einen mit Gründen versehenen Beschluss von den wesentlichen Bestimmungen und Bedingungen des abgeschlossenen Auftrags abzuweichen. Diese Vollmacht wird auf die Aufträge beschränkt, deren Betrag 18.600 Euro für die Aufträge im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung nicht überschreitet.

§ 2. Dem Generalverwalter wird die Vollmacht erteilt:

1° einen Erlass der Geldstrafen in Höhe von 10% der darin angegebenen Beträge zu gewähren bzw. zu verweigern;

2° die auf die Auftragspartner anzuwendenden Zwangsmaßnahmen bis in Höhe von 10% der angegebenen Beträge anzuwenden.

*KAPITEL IV — Vollmachten in Bezug auf das Personal*

**Art. 18** - Dem Generalverwalter wird die Vollmacht erteilt, um:

1. Beschlüsse über den Jahresurlaub, die außergewöhnlichen Urlaubstage und den Urlaub aus besonderen Anlässen zu fassen;

2. die Genehmigung zu gewähren, an Kongressen, Kolloquien, Studientagen, Seminaren und Konferenzen, die im Belgien oder im Ausland organisiert werden, mit Ausnahme der internationalen Instanzen teilzunehmen, soweit die Gesamtausgabe 5.000 Euro nicht überschreitet;

3. Sonderurlaubstage aufgrund höherer Gewalt im Sinne von Artikel 312 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von "Wallonie-Bruxelles international" zu gewähren; 4. unter Beachtung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen die Beschlüsse über Folgendes zu fassen:

a) die Gewährung von Elternurlauben, von Vaterschaftsurlaubstagen und Urlauben zur Aufnahme eines Kindes in Zusammenhang mit seiner Adoption oder einer inoffiziellen Vormundschaft;

b) die Gewährung von Urlaubstagen, um an Kursen der Zivilschutzschule teilzunehmen und Leistungen in Friedenszeiten zu erbringen;

c) die Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten;

d) die Zulassung zur Probezeit und die endgültige Ernennung der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3;

e) die Zuweisung der Bediensteten der innerdienstlichen Laufbahn, mit Ausnahme ihrer eventuellen Zuweisung bei einer Delegation im Ausland;

f) die Zuweisung innerhalb der Dienste von WBI der Bediensteten im Außendienst, wenn diese in den Hauptsitz zurückkehren;

g) die Gewährung des Urlaubs wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn;

h) über den Urlaub aus zwingenden Gründen familiärer Art, für das Absolvieren einer Probezeit in einer öffentlichen Dienststelle oder die Vorstellung einer Kandidatur bei den Parlaments- oder Provinzialwahlen, für Leistungen zugunsten einer von den nationalen, gemeinschaftlichen oder regionalen gesetzgebenden Versammlungen anerkannten politischen Fraktion oder bei den Vorsitzenden dieser Fraktionen, für verkürzte Dienstleistungen wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, um zur Verfügung des Königs gestellt zu werden, wegen Auftrag bzw. Auftrag innerhalb einer Gewerkschaft, für eine lange Abwesenheit aus familiären Gründen, reduzierte Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen oder aus persönlichen Gründen;

i) die Gewährung von politischen Urlauben;

j) die Ausstellung und den Entzug des Identifizierungsnachweises der endgültig ernannten und auf Probe gestellten Bediensteten, der Bediensteten auf Zeit und der Vertragsbediensteten;

k) die Amtsenthebung eines Bediensteten im Interesse des Dienstes;

l) die Bezeichnung zur Ausübung einer höheren Funktion der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3;

5. eine Zurdispositionsstellung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, die keine endgültige Dienstunfähigkeit zur Folge hat, jedoch Abwesenheiten mit sich bringt, deren Dauer die Dauer des Urlaubs wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit überschreitet, sowie die Zurdispositionsstellung aus persönlichen Gründen zu verkünden;



6. in Ausführung der Beschlüsse der Regierung oder des zu diesem Zweck bevollmächtigten Ministers die Arbeitsverträge zu unterzeichnen;

Der Generalverwalter kann jedoch die Ersetzung des zeitweilig abwesenden Personals gemäß dem in Artikel 4, § 4, Absatz 3 ff. des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2008 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder von "Wallonie-Bruxelles international" vornehmen;

7. in Anwendung des Artikels 35 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge die Beschlüsse in Sachen Kündigung aus schwerwiegenden Gründen zu fassen;

8. in Anwendung des Besoldungsstatuts des Personals von WBI die Beschlüsse über die Festlegung und die Zahlung des Gehalts des Personals zu fassen;

9. die Eidesleistungen der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3 abzunehmen;

10. die Beschlüsse über den Urlaub wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit zu fassen, mit Ausnahme der Maßnahmen, die als Folge der vom Gesundheitsdienst der Verwaltung gefassten Beschlüsse in Bezug auf eine körperlichen Unfähigkeit zu fassen sind;

11. über den Antrag auf gleichzeitige berufliche Tätigkeiten der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3 von WBI zu befinden;

12. den Bediensteten entweder auf ihrem Antrag oder wenn sie das pensionsfähige Alter erreicht haben, Rücktritt von ihrem Amt zu gewähren und den Rentenanspruch zu Lasten der Staatskasse festzulegen.

**Art. 19** - Im Rahmen der in Artikel 7 erwähnten Verpflichtungen informiert der Generalverwalter den Minister für auswärtige Beziehungen über die in Anwendung von Artikel 18, Punkt 4, e) und j) und Punkt 7 des vorliegenden Erlasses getroffenen Maßnahmen.

Der Generalverwalter benachrichtigt einmal alle sechs Monate den Minister für auswärtige Beziehungen und übermittelt ihm eine aktualisierte Liste der gesamten Bediensteten in ihren tatsächlichen Ämtern und Dienstgrade.

#### KAPITEL V — *Auslandsdienstreisen*

**Art. 20** - Unbeschadet der Bedingungen, die im Erlass der Regierung zur Organisation der Auslandsdienstreisen enthalten sind, wird dem Generalverwalter die Vollmacht erteilt, um Folgendes bis zu einem Betrag von 5.000 Euro festzulegen, zu genehmigen und anzuordnen:

1° die Ausgaben über die Auslandsdienstreisen, einschließlich der Instanzen der gesamten internationalen Organisationen, der Personalmitglieder von WBI. Der Generalverwalter organisiert diese Aufgaben. Er informiert vorher den Minister darüber nach den mit dem Letzteren festgelegten Modalitäten. Die ausdrücklich durch die Wallonie und die Französische Gemeinschaft bevollmächtigten Sachverständigen werden für die Anwendung des vorliegenden Artikels Personalmitgliedern von WBI gleichgestellt.

2° die Ausgaben über die Auslandsdienstreisen, einschließlich der Instanzen der gesamten internationalen Organisationen, der Personalmitglieder der Wallonischen Regierung.

Der Generalverwalter organisiert diese Aufgaben. Er informiert vorher den Minister und den von der Funktion her zuständigen Minister darüber nach den mit den Letzteren festgelegten Modalitäten. Die ausdrücklich durch eine Dienststelle der Wallonischen Regierung außer von WBI bevollmächtigten Sachverständigen werden für die Anwendung des vorliegenden Absatzes Personalmitgliedern der besagten Dienststelle gleichgestellt.

#### KAPITEL VI — *Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 21** - Der von den auswärtigen Beziehungen her zuständige Minister wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Die durch den vorliegenden Erlass oder aufgrund dessen übertragenen Befugnisse werden unbeschadet der Kontrolle durch den Minister für auswärtige Beziehungen und unbeschadet der Ausübung durch den Minister für auswärtige Beziehungen der übertragenen Befugnisse ausgeübt.

**Art. 22** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juni 2010 wirksam.

Namur, den 6. Mai 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

\_\_\_\_\_

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 1851

[2010/203096]

**6 MEI 2010. — Besluit van de Waalse Regering houdende overdracht van bevoegdheden en delegatie van handtekeningen aan de administrateur-generaal of administratrice-generaal en aan de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles international"**

De Regering,

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", gedaan op 20 maart 2008;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap is overgedragen, met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", gedaan op 20 maart 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles international";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 december 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 mei 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 mei 2009;

Overwegende dat artikel 3, § 6, van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles" bepaalt dat de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering in onderlinge samspraak, en ieder wat haar betreft, bij besluit de regels vastleggen voor de overdrachten van bevoegdheden en de delegaties van handtekeningen aan de administrateur-generaal of administratrice-generaal en aan de ambtenaren-generaal;

Overwegende dat het administratief beleid berust op de politieke primauteit en een efficiënte, dynamische en klantgerichte werking nastreeft;

Overwegende dat de taken i.v.m. de hulpverlening bij de politieke besluitvorming en de ondersteuning van het besluitvormingsproces toevertrouwd worden aan "Wallonie-Bruxelles international" wat betreft de internationale betrekkingen voor Wallonië en de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat "Wallonie-Bruxelles international" al naar gelang van het geval onder het gezag staat van het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat bevoegd is voor internationale betrekkingen of onder het gezag van het lid van de Waalse Regering dat bevoegd is voor internationale betrekkingen;

Overwegende dat een efficiënte, dynamische en klantgerichte uitvoering van de opdrachten vordert dat beslissingsbevoegdheden op het operationele vlak overgedragen worden aan de administrateur-generaal of administratrice-generaal en aan de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles international";

Overwegende dat de politieke primauteit inhoudt dat het beleid door de beleidsverantwoordelijken bepaald moet worden en dat dat type beslissingsbevoegdheden bijgevolg niet overgedragen mag worden aan de administratie;

Overwegende dat het van belang is dat de overgedragen beslissingen altijd genomen worden binnen de perken en met inachtneming van de voorwaarden en modaliteiten zoals vastgelegd in de desbetreffende regelgeving, afgekondigd door het beleidsbepalend niveau;

Overwegende dat de overdracht van beslissingsbevoegdheden gepaard moet gaan met een gepaste interne controle op de rechtvaardiging van het gebruik van de overgedragen bevoegdheden door de administrateur-generaal of administratrice-generaal en de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International";

Overwegende dat de overdracht van beslissingsbevoegdheden een vaste vorm geeft aan het beginsel van de responsabilisering van de administratie, dat gepaard gaat met de verplichting om rekenschap en verantwoording af te leggen, waarbij verder gestreefd wordt naar de optimalisering van haar werking;

Overwegende dat de Ministers door die overdracht van beslissingsbevoegdheden zich kunnen concentreren op de beleidsbepalende beslissingen en op de sturing en de opvolging, in de grote lijnen, van de beleidsvoering;

Op de voordracht van de Minister-President,

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "het decreet" : het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", gedaan op 20 maart 2008, en het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap is overgedragen, met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", gedaan op 20 maart 2008;

2° "WBI" : "Wallonie-Bruxelles international";

3° "Minister" : het lid van de Waalse Regering dat bevoegd is voor internationale betrekkingen;

4° "administrateur-generaal" : de administrateur-generaal of administratrice-generaal van WBI;

5° uitgave inzake communicatie : elke uitgave inzake schriftelijke, audiovisuele en elektronische publicaties, inzake voorlichtings- of sensibiliseringscampagnes, alsook de bijkomende kosten die daarop betrekking hebben;

6° uitgave inzake representatiekosten : elke uitgave in verband met restaurant-, receptiekosten en/of kosten voor relatiegeschenken en in verband met de behoeften van de dienst die gedaan moet worden in het kader van betrekkingen met vertegenwoordigers van instellingen die geen banden hebben met WIB.

**Art. 2.** Wanneer de beslissingsbevoegdheid voor bepaalde materies expliciet bij dit besluit overgedragen wordt, heeft de overdracht betrekking op :

1° de beslissingen die genomen moeten worden in het kader van de voorbereiding en de tenuitvoerlegging van de bedoelde materies;

2° de beslissingen van secundair belang of van bijkomende aard die vereist worden voor de uitoefening van de bevoegdheid of die er noodzakelijk deel van uitmaken;

3° het sluiten van overeenkomsten.

**Art. 3.** Met het oog op een doeltreffende en performante interne organisatie kan de administrateur-generaal een deel van de overgedragen materies subdelegeren aan personeelsleden van WBI die onder zijn hiërarchisch gezag staan, tot het meest functionele niveau.

Wat betreft de mogelijkheid om overgedragen materies te subdelegeren, kunnen beperkingen door de Minister vastgelegd worden.

De subdelegaties worden in een beslissing van de administrateur-generaal vastgelegd, na instemming van de Minister.

De administrateur-generaal organiseert een interne controlesysteem om een doeltreffend en functioneel gebruik te waarborgen en elk misbruik te voorkomen.

**Art. 4.** § 1. Bij afwezigheid of verhindering van de administrateur-generaal worden de overdrachten waarmee hij belast is, bij gebrek aan andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn genomen, voor de duur van de afwezigheid of verhindering toegekend aan de adjunct administrateur-generaal.

§ 2. Bij afwezigheid of verhindering van de adjunct administrateur-generaal worden de overdrachten waarmee hij belast is, alsook de in § 1 bedoelde overdrachten, bij gebrek aan andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn genomen, voor de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de inspecteur-generaal met de hoogste graadanciënniteit.

§ 3. Bij afwezigheid of verhindering van de inspecteur-generaal met de hoogste graadanciënniteit worden de overdrachten waarmee hij belast is, alsook de in § 1 bedoelde overdrachten, bij gebrek aan andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn genomen, voor de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de andere inspecteurs-generaal.

**Art. 5.** De in dit besluit bedoelde bedragen dekken het geheel van de uitgave en luiden exclusief btw. Wordt er een abonnement genomen op een tijdschrift, een periodiek of een databank of wordt er een voorwerp gehuurd, dekken de uitgaven de jaarlijkse kosten van het abonnement of van de huur, btw niet inbegrepen.

**Art. 6.** De administrateur-generaal onderwerpt het volgende aan het voorafgaande akkoord van de Minister :

a) de samenstelling van de afvaardigingen van de Franse Gemeenschap en Wallonië voor de gemengde commissies en de vergaderingen van de internationale instanties;

b) de voorstellen van programma's waarover onderhandeld moet worden binnen de gemengde commissies en de internationale instanties, alsook een evaluatie van de budgettaire weerslag ervan.

**Art. 7.** De administrateur-generaal legt rekenschap af aan de Minister over het gebruik van de toegekende overdrachten. Deze verantwoordelijkheid betreft ook de materies die het voorwerp hebben uitgemaakt van een subdelegatie, door de administrateur-generaal, van de besluitvormingsbevoegdheid aan andere personeelsleden.

De administrateur-generaal legt regelmatig rekenschap over het gebruik van de overdrachten af d.m.v. een rapport dat aan de Minister overgelegd wordt.

Het rapport bevat de vereiste informatie betreffende de beslissingen die tijdens bedoelde periode zijn genomen, overeenkomstig de toegekende overdrachten.

De informatie die in het rapport opgenomen is, is juist, voldoende en relevant. De informatie is goed gestructureerd en kan makkelijk ingekeken worden.

De informatie wordt voorgesteld op een voor alle materies geaggregeerd niveau.

Daarenboven wordt informatie opgenomen op het vlak van aparte en individuele thema's en dossiers, wat betreft de materies waarvoor dit relevant en aangewezen blijkt te zijn.

De Minister bepaalt, in samenspraak met de administrateur-generaal, de tijdstippen waarop het rapport overgelegd moet worden.

De Minister kan, in samenspraak met de administrateur-generaal, nauwkeurige instructies geven i.v.m. de concrete informatie die het rapport voor elke overgedragen materie moet bevatten en een verplicht schema voor de rapportage vastleggen.

**Art. 8.** Behalve de verplichte periodieke rapportage, kan de Minister de administrateur-generaal elk ogenblik erom verzoeken rekenschap af te leggen over het gebruik van de overdracht voor een welbepaalde materie.

De Minister heeft het recht om het geheel of een deel van de toegekende overdrachten tijdelijk nietig te verklaren.

Desgevallend neemt de Minister de beslissingen betreffende de materies waarvoor de overdracht tijdelijk nietig is verklaard.

## HOOFDSTUK II. — *Bevoegdheidsoverdrachten inzake de uitvoering van de begroting*

**Art. 9.** De administrateur-generaal krijgt bevoegdheid om elke andere uitgave dan die betreffende de overheidsopdrachten in het kader van de activiteiten van WBI tot een bedrag van 35.000 euro vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

In afwijking van het eerste lid :

- krijgt de administrateur-generaal bevoegdheid om elke uitgave betreffende de representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren voor zover ze niet meer dan 12.500 euro bedraagt;

- krijgt de administrateur-generaal bevoegdheid om de uitgaven betreffende de deelneming aan werkcolleges en colloquia en de vergaderingskosten tot 5.000 euro vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;

- krijgt de administrateur-generaal delegatie om de uitgaven betreffende de algemene documentatie tot 5.000 euro vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;

- krijgt de administrateur-generaal delegatie om de uitgaven betreffende de communicatie tot 12.500 euro vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

**Art. 10.** De op de begroting van WBI voorziene bijdragen aan de internationale instellingen worden door de administrateur-generaal vastgelegd, goedgekeurd en geordnanceerd, behalve de vrijwillige bijdragen.

**Art. 11.** De administrateur-generaal is bevoegd om de uitgaven goed te keuren en te ordonnanceren die door de primaire ordonnateur of door diens afgevaardigde vastgelegd worden ten laste van de kredieten voorzien op de begroting van WBI.

**Art. 12.** De administrateur-generaal is bevoegd om elke ontvangst in de materies die onder de bevoegdheden van de instelling vallen ten gunste van WBI vast te leggen en te ordonnanceren.

HOOFDSTUK III. — *Bevoegdheidsoverdrachten inzake overheidsopdrachten**Afdeling 1. — Begripsomschrijving*

**Art. 13.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

2° het koninklijk besluit van 8 januari 1996 : het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

3° het koninklijk besluit van 10 januari 1996 : het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten;

4° het koninklijk besluit van 26 januari 1996 : het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken.

*Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de keuze van de gunningswijze, de goedkeuring van de opdrachtdocumenten, de kwalitatieve selectie en het gunnen van de opdracht of de toekenning van een concessie van openbare werken*

**Art. 14.** De administrateur-generaal krijgt bevoegdheid om de wijze van gunning van de overheidsopdracht te kiezen, om de opdrachtdocumenten goed te keuren en om de procedure vast te leggen tot de volgende bedragen, excl. btw :

	Openbare aanbesteding, algemene offerteaanvraag, beperkte aanbesteding en beperkte offerteaanvraag	Onderhandelingsprocedure met voorafgaandelijke bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
WERKEN	€ 930.000	€ 500.000	€ 186.000
LEVERINGEN	€ 500.000	€ 310.000	€ 125.000
DIENSTEN	€ 250.000	€ 125.000	€ 62.000

De administrateur-generaal heeft bevoegdheid om :

1° de gunningswijze te kiezen, het bericht van opdracht, het bijzonder bestek, alsook de bijgaande plannen of de documenten die deze vervangen goed te keuren en de procedure in te zetten;

2° de kandidaten voor een opdracht te selecteren;

3° voorafgaand aan elke juridische verbintenis, de uitgave ten laste van de algemene uitgavenbegroting van WBI vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;

4° de opdracht te gunnen of het gedeelte ervan in geval van samengevoegde opdracht;

5° een concessie van openbare werken toe te kennen.

6° het bijzonder bestek of de documenten die ermee gelijk gesteld worden goed te keuren wanneer het :

a) binnen de perken van artikel 3 van het koninklijk besluit van 26 september 1996 afwijkt van de in artikel 3, § 1, tweede lid, bedoelde bepalingen van het algemeen bestek die het voorwerp moeten uitmaken van een formele motivering;

b) voorziet in de toekenning van voorschotten overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 september 1996;

c) afwijkt van het beginsel van forfaitair bedrag, door te handelen met tijdelijke prijzen of bij terugbetaling, overeenkomstig artikel 87 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 of artikel 75 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996;

d) afwijkt van een type-bestek.

De administrateur-generaal heeft machtiging om de prijzencontrole op te leggen, wanneer deze niet verplicht is, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 88 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 of bij artikel 76 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996.

*Afdeling 3. — Bepalingen betreffende de uitvoering van de overheidsopdrachten en de concessies van openbare werken*

**Art. 15.** De administrateur-generaal heeft ook bevoegdheid om de beslissingen te nemen in verband met de gewone uitvoering van de opdracht, afrekeningen inbegrepen.

De beslissingen die binnen de perken van het voorwerp van de opdracht blijven, worden beschouwd als beslissingen betreffende de gewone uitvoering van een opdracht.

**Art. 16.** De administrateur-generaal krijgt bevoegdheid om termijnverlengingen toe te staan die te wijten zijn aan WBI of aan omstandigheden die de medecontracterende partij niet kon voorkomen en aan de gevolgen waarvan zij niet kon ontkomen, alhoewel zij zo snel mogelijk gehandeld heeft.

Deze bevoegdheid mag enkel worden uitgeoefend indien zij geen aanleg geeft tot de toekenning van een overeengekomen vergoeding.

**Art. 17.** § 1. De administrateur-generaal krijgt bevoegdheid om bij gemotiveerde beslissing van de clausules en de essentiële voorwaarden van de opdracht af te wijken overeenkomstig artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 september 1996. Deze bevoegdheidsoverdracht wordt beperkt tot de opdrachten waarvan het bedrag niet hoger is dan 18.600 euro voor de overheidsopdrachten door onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking.

§ 2. De administrateur-generaal krijgt delegatie om :

1° een kwijtschelding van boetes ten belope van 10 % van de erin vermelde bedragen toe te staan of te weigeren;

2° de maatregelen op de medeaannemers ten belope van 10 % van de erin vermelde bedragen ambtshalve toe te passen.

HOOFDSTUK III. — *Bevoegdheidsoverdrachten inzake het personeel*

**Art. 18.** De administrateur-generaal krijgt delegatie om :

1. beslissingen te nemen inzake het jaarverlof, het uitzonderlijke verlof en het omstandigheidsverlof;
2. toestemming te geven om deel te nemen aan congressen, colloquia, studiedagen, werkcolleges en conferenties georganiseerd in België of in het buitenland, met uitzondering van de instanties van de internationale organisaties, voor zover de totale uitgave niet hoger is dan 5.000 euro;
3. uitzonderlijk verlof wegens overmacht toe te staan zoals bepaald bij artikel 312 van het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles international";
4. met inachtneming van de wettelijke en reglementaire bepalingen beslissingen te nemen i.v.m. :
  - a) de toekenning van ouderlijk verlof, vaderschapsverlof en van verlof met het oog op adoptie of een officieuze vogdij;
  - b) de toekenning van verlof om cursussen bij te wonen aan de school van de burgerlijke bescherming, om dienstplicht te vervullen in vredestand;
  - c) beslissingen te nemen i.v.m. arbeidsongevallen en arbeidsziekten;
  - d) de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 tot de proeftijd toe te laten en in vast dienstverband te benoemen;
  - e) over te gaan tot de aanstelling van de personeelsleden van de interne loopbaan, met uitzondering van hun eventuele aanstelling bij een Delegatie in het buitenland;
  - f) de aanstelling binnen de diensten van WBI van de personeelsleden van de externe loopbaan wanneer ze terugkeren naar de centrale zetel;
  - g) de toekenning van verlof wegens loopbaanonderbreking;
  - h) het verlof wegens dwingende redenen van familiaal belang, in het kader van een stage of proeftijd bij een openbare dienst of het stellen van een kandidatuur voor de parlementen- of provincieraadsverkiezingen, van prestaties ten gunste van de door de nationale, gemeenschappelijke of gewestelijke wetgevende Kamers erkende politieke groeperingen of ten gunste van de voorzitters van deze groeperingen, alsook beslissingen i.v.m. het verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid, terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht en vakbondsopdracht, langdurige afwezigheid gewettigd door familiale redenen, verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheid;
  - i) de toekenning van politiek verlof;
  - j) de afgifte en de intrekking van identificatiecertificaten aan de vastbenoemde, tijdelijke of contractuele personeelsleden en aan de personeelsleden die stage lopen;
  - k) de schorsing van een personeelslid in het belang van de dienst;
  - l) de aanwijzing van de personeelsleden van niveau 2+, 2 en 3 voor de uitoefening van hogere functies;
5. de in disponibiliteitstelling wegens ziekte of gebrekkigheid uit te spreken die niet een definitieve dienstongeschiktheid tot gevolg heeft, maar afwezigheden die langer zijn dan het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, alsook de in disponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheid;
6. de arbeidsovereenkomsten te ondertekenen ter uitvoering van de beslissingen van de Regering of van de daartoe gemachtigde Minister.

De administrateur-generaal kan evenwel voorzien in de vervanging van tijdelijk afwezig personeel, overeenkomstig de procedure die vastligt in artikel 4, § 4, derde lid, en volgende van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2008 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van "Wallonie International", door vervangingsovereenkomsten;

7. overeenkomstig artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst, beslissingen te nemen i.v.m. het ontslag om gewichtige redenen;
8. overeenkomstig het geldelijk statuut van het personeel van WBI beslissingen te nemen i.v.m. de vastlegging en uitbetaling van de wedde van de personeelsleden;
9. de eedafleggingen van de personeelsleden van de niveaus 2+, 2, 3 af te nemen;
10. beslissingen te nemen i.v.m. het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, behalve de gevolgen te geven aan de beslissingen die door de Administratieve gezondheidsdienst worden genomen m.b.t. lichamelijke ongeschiktheid;
11. beslissingen te nemen i.v.m. de aanvraag van cumul van beroepsactiviteiten van de personeelsleden van de niveaus 2+, 2, 3 van WBI;
12. de personeelsleden uit hun ambt ontslaan, hetzij op hun verzoek, hetzij omdat ze pensioengerechtigd zijn, en het recht op pensioen ten laste van de Schatkist vastleggen.

**Art. 19.** In het kader van de verplichtingen bedoeld in artikel 7 stelt de administrateur-generaal de Minister van Buitenlandse Betrekkingen in kennis van de maatregelen genomen overeenkomstig artikel 18, punt 4, e) en j), en punt 7, van dit besluit.

De administrateur-generaal bezorgt de Minister van Buitenlandse Betrekkingen één keer om de zes maanden een bijgewerkte lijst van alle personeelsleden met hun reële functie en graad.

HOOFDSTUK V. — *Opdrachten in het buitenland*

**Art. 20.** Onverminderd de bepalingen vervat in het besluit van de Regering houdende organisatie van de opdrachten in het buitenland, krijgt de administrateur-generaal delegatie om de volgende uitgaven tot € 5.000 vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° de uitgaven betreffende opdrachten in het buitenland, met inbegrip van de instanties van alle internationale organisaties, van de personeelsleden van WBI. De administrateur-generaal organiseert die opdrachten. Hij geeft er de Minister eerst kennis van volgens de modaliteiten die met hem vastgelegd worden. De deskundigen die speciaal door Wallonië en de Franse Gemeenschap afgevaardigd worden, worden voor de toepassing van dit artikel gelijkgesteld met personeelsleden van WBI;

2° de uitgaven betreffende opdrachten in het buitenland, met inbegrip van de instanties van alle internationale organisaties, van de leden van de diensten van de Waalse Regering.

De administrateur-generaal organiseert die opdrachten. Hij geeft er de Minister en de functioneel bevoegde Minister eerst kennis van volgens de modaliteiten die met hen vastgelegd worden. De deskundigen die speciaal door een andere dienst van de Waalse Regering dan WBI afgevaardigd worden, worden voor de toepassing van dit artikel gelijkgesteld met personeelsleden van die dienst.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffings en slotbepalingen*

**Art. 21.** De Minister van Buitenlandse Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

De bevoegdheidsoverdrachten bij of krachtens dit besluit worden uitgeoefend onverminderd de controle door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en onverminderd de uitoefening van de overgedragen bevoegdheden door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen.

**Art. 22.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2010.

Namen, 6 mei 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 1852

[C – 2010/27091]

**6 MAI 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant sur la création de la réserve naturelle agréée de l'Emmels à Amel**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée par les décrets du 11 avril 1984, du 16 juillet 1985, du 7 octobre 1985, du 7 septembre 1989 (2 documents), du 21 avril 1994, du 6 avril 1995, du 22 janvier 1998, du 28 juin 2001, du 6 décembre 2001, du 31 mai 2007, du 22 novembre 2007 et du 22 mai 2008, notamment les articles 6, 6bis, 6ter, 10, 11, 12, 13, 18, 19, 37 et 51;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, telle que modifiée par la loi du 8 avril 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 concernant l'agrément des réserves naturelles et le subventionnement des achats de terrains à ériger en réserves naturelles agréées par les associations privées, tel que modifié, notamment les articles 10 et 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 1994 portant agrément de la réserve naturelle de l'« Emmels »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 portant modification de l'arrêté d'agrément et extension des surfaces de la réserve naturelle agréée de « Emmels »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 2009 portant sur la deuxième extension de la réserve naturelle agréée de l'« Emmels »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'avis favorable du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature remis en séance du 16 décembre 2008;

Vu l'avis favorable du collège provincial de Liège remis en séance du 4 mars 2009 et tenant compte de l'avis du collège communal d'Ambève qui demande que la création de la réserve ne porte pas atteinte à l'utilisation du RAVeL situé le long de la parcelle cadastrée Division 14, Section B, n° 38G en attente d'asphaltage;

Vu l'avis favorable du cantonnement de Saint-Vith du Département de la Nature et des Forêts remis en date du 8 décembre 2008;

Vu l'avis favorable de la Direction de Malmedy du Département de la Nature et des Forêts remis en date du 10 décembre 2008;

Considérant la demande d'agrément déposée le 30 septembre 2008 par Réserves naturelles RNOB pour le site de l'Emmels à Saint-Vith;

Considérant les différents avis sollicités;

Considérant la convention de bail emphytéotique conclue le 7 septembre 2006 pour trente ans entre la commune de Amel et Réserves naturelles RNOB pour la parcelle Amel, Division 13 Medell, Section C, n° 97K;

Considérant que la demande concerne l'extension de la réserve de l'Emmels ainsi que le renouvellement de l'agrément pour les parcelles agréées antérieurement, afin de ramener l'ensemble des échéances au 6 septembre 2036, date de fin du bail emphytéotique;

Conformément aux mesures de gestion proposées et aux dérogations sollicitées dans le dossier de demande d'agrément déposé par l'occupant en date du 30 septembre 2008;

Conformément au tracé des limites extérieures du périmètre de la réserve, reporté sur le plan de localisation qui figure en annexe du présent arrêté et en fait partie;